



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/273
7 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 109 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1	2
II. GÉNÉRALITÉS	2 - 9	2
III. COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE	10 - 13	4
IV. QUESTIONS PRÉOCCUPANTES	14 - 26	5
V. DISPOSITIONS PRISES ACTUELLEMENT	27 - 29	7
VI. CONCLUSION	30	8

* A/52/150 et Corr.1.

I. INTRODUCTION

1. À sa cinquante et unième session, le 12 décembre 1996, l'Assemblée générale a adopté la résolution 51/73 dans laquelle, entre autres, elle s'est déclarée vivement préoccupée du sort des enfants réfugiés non accompagnés et a demandé à tous les gouvernements, au Secrétaire général, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à tous les organismes des Nations Unies, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales intéressées de faire tout leur possible pour aider et protéger les enfants réfugiés et hâter le retour des enfants réfugiés non accompagnés et leur réunion avec leur famille. Le Secrétaire général a été prié de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, de l'application de la résolution.

II. GÉNÉRALITÉS

2. Le terme "enfant non accompagné" est utilisé à la fois par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour désigner tout être humain âgé de moins de 18 ans ou n'ayant pas atteint l'âge légal de la majorité dans son pays, qui est séparé de ses père et mère et dont la garde n'a pas été confiée à un tuteur ou à tout autre adulte en vertu de la loi ou de la tradition. Cette catégorie comprend les mineurs qui ne sont pas pris en charge par un adulte, les mineurs entièrement livrés à eux-mêmes, les mineurs accompagnés de frères et de soeurs mineurs mais qui, en tant que groupe, ne dépendent d'aucun adulte responsable de leur garde, et les mineurs vivant dans des familles d'accueil.

3. Le groupe d'âge couvert par cette définition correspond étroitement à la catégorie de jeunes dont les droits sont reconnus par la Convention relative aux droits de l'enfant. Ladite Convention reconnaît que tous les enfants et les adolescents ont droit à une protection spéciale et à des soins spéciaux. Les populations affectées par les situations d'urgence comprennent une majorité d'enfants et d'adolescents. Les mineurs représentent 52 % des réfugiés bénéficiant de l'aide du HCR, proportion qui atteint 60 à 66 % dans un certain nombre de cas¹. Parmi ces populations, les enfants non accompagnés ou séparés constituent un des groupes les plus vulnérables. Tant les enfants que les adolescents ont besoin d'être pris en charge et protégés car ils sont incapables d'assurer eux-mêmes leur bien-être. Si leurs besoins fondamentaux ne sont pas assurés, ils ne pourront que pâtir des conséquences à long terme de telles situations. Les enfants sont souvent incapables de définir leurs besoins ou d'y pourvoir. Peu de situations ne menacent autant le bien-être et le développement à long terme d'un enfant que la séparation involontaire de ses parents et de sa famille. Il est nécessaire d'assurer immédiatement la protection des enfants non accompagnés compte tenu des solutions à long terme. Il faut toutefois se garder de donner l'impression qu'ils constituent une classe "privilégiée" bénéficiant d'une aide plus importante et ayant par conséquent de meilleures chances de survie que les enfants non séparés de leur famille.

4. Le rapport sur l'impact des conflits armés sur les enfants (étude Machel) (A/51/306, annexe), présenté en août 1996 en application de la résolution 48/157 de l'Assemblée générale datée du 20 décembre 1993, a accordé une attention toute particulière à la situation des enfants non accompagnés :

/...

"Il est fréquent que les enfants se trouvent séparés de leurs parents dans le chaos du conflit, de la fuite et des déplacements. Comme les parents ou tuteurs sont pour l'enfant la principale source de sécurité psychologique et physique, la séparation des familles peut avoir un impact social et affectif dévastateur. Les enfants non accompagnés sont particulièrement vulnérables et exposés aux mauvais traitements, aux actes de violence, à un recrutement de force dans les forces armées, à des violences sexuelles et à bien d'autres risques."

5. Le HCR, l'UNICEF et les organisations non gouvernementales actives dans ce domaine reconnaissent cette situation et se proposent généralement trois objectifs concernant les enfants réfugiés séparés de leurs familles ou de leurs tuteurs. Le premier consiste à empêcher cette séparation en prenant des dispositions, souvent novatrices et fonction de situations données, en vue d'aider les familles à rester ensemble, même dans le cas de mouvements de population massifs.

6. Le deuxième objectif consiste à tout faire pour réunir ces enfants identifiés comme non accompagnés [avec leur famille]; pour que les recherches aboutissent, la diffusion d'informations auprès des réfugiés conjuguée aux efforts de plusieurs organismes est essentielle. Ces efforts sont vains dans certains cas, toutefois, à l'issue de recherches assidues menées aussi bien dans les pays d'asile que dans les pays d'origine, de nombreux enfants ou adolescents sont réunis avec leur famille nucléaire ou élargie.

7. Le troisième objectif consiste à veiller à ce que les enfants non accompagnés bénéficient de la protection voulue compte tenu de leurs besoins et droits spécifiques. Le HCR, l'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge, Save the Children, Radda Barnen et Food for the Hungry International ont conjugué leurs efforts pour mettre au point un nécessaire pour les situations d'urgence à l'intention des enfants non accompagnés, comprenant un registre d'immatriculation, un appareil photo et des pellicules, un guide des actions prioritaires à prendre et d'autres outils. Lors des récentes crises dans la région africaine des Grands Lacs, un certain nombre de ces nécessaires ont été utilisés ou conservés par le HCR en prévision d'autres situations d'urgence.

8. À certains égards, la crise qui sévit actuellement dans la région des Grands Lacs et qui s'est d'emblée traduite par une proportion exceptionnellement élevée d'enfants non accompagnés a été une source d'enseignements pour les organismes spécialisés. Au mois de décembre 1996, environ 62 000 enfants et adolescents non accompagnés et immatriculés avaient été réunis avec leur famille. Toutefois, lors du rapatriement en masse de réfugiés venant de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) et de la République-Unie de Tanzanie à la fin de 1996 et au début de 1997, 12 000 autres enfants non accompagnés ont été identifiés, dont environ 80 % ont depuis lors été rendus à leur famille. En mars 1997, 5 200 enfants rwandais non accompagnés ont été rapatriés de Kisangani et d'autres points de rassemblement situés à l'est de la République démocratique du Congo, mais on ignore le nombre des enfants non accompagnés qui se trouvent encore dans ce pays.

9. Les récents événements dans la région des Grands Lacs ont montré qu'il fallait prendre des dispositions d'urgence et accorder une attention prioritaire à l'identification et à la satisfaction des besoins des enfants séparés de leur famille lors de déplacements forcés et autres liés à la violence. Il n'en reste pas moins que les questions concernant le rapatriement, l'identification et le suivi des conditions dans les familles d'accueil ainsi que la mise en place de systèmes d'appui des intéressés adéquats en vue d'une réintégration effective de ces enfants restent au nombre de celles qui doivent être examinées par les organismes concernés des Nations Unies et leurs partenaires.

III. COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE

10. Dans sa résolution 51/77 en date du 12 décembre 1996 relative aux droits de l'enfant, l'Assemblée générale a traité expressément du sort des enfants non accompagnés et a invité tous les organismes à coordonner leurs efforts pour répondre aux besoins spécifiques des enfants réfugiés ou en exode interne. La Convention relative aux droits de l'enfant plaide en faveur de la coopération dans les domaines de la protection, des soins et de la recherche des enfants non accompagnés et le Comité des droits de l'enfant attache une grande importance à la situation de ce groupe.

11. En mars 1996, l'UNICEF et le HCR ont signé un mémorandum d'accord qui fournit un cadre de coopération en vue de la formulation et de l'application de directives et de normes générales en matière de programmation pour veiller à ce que les enfants non accompagnés reçoivent la protection et les soins voulus et soient rendus à leur famille. Dans les pays d'asile et dans les pays d'origine, le rôle de chef de file est respectivement assumé par le HCR et l'UNICEF; dans l'un et l'autre cas, le HCR et l'UNICEF collaborent étroitement avec le Comité international de la Croix-Rouge, Save the Children et d'autres organismes. Le mémorandum d'accord définit notamment les dispositions à prendre sur divers plans :

a) Procéder à l'évaluation de la situation et des besoins des enfants non accompagnés au sein de chaque population de réfugiés;

b) Faciliter l'adaptation des principes et des directives générales concernant la protection des enfants non accompagnés définis dans une publication du HCR de 1994 intitulée : Les enfants réfugiés : principes directeurs concernant la protection et l'assistance, ainsi que dans Assisting in Emergencies (Assistance dans les situations d'urgence) (UNICEF, 1986 et 1996) et, le cas échéant, arrêter et faire appliquer des directives concernant une situation donnée en consultation avec d'autres organisations s'occupant d'assurer une protection à ces enfants et/ou de la recherche de leur famille;

c) Assurer la coordination et la supervision des programmes d'assistance pour les enfants non accompagnés et la recherche et la réunion des familles;

d) Dans les pays d'origine, l'UNICEF collaborera avec le HCR et les autorités nationales afin de faciliter l'intégration des enfants et des adolescents non accompagnés et rapatriés dans les programmes pertinents.

12. Le mémorandum d'accord a contribué à développer la coopération, notamment à la mise au point éventuelle de missions conjointes visant à évaluer les besoins d'enfants séparés de leur famille et d'autres groupes particulièrement vulnérables et à y répondre, ainsi qu'à définir des normes et des politiques communes.

13. En 1996, le HCR a signé un accord prévisionnel avec la Fédération suédoise de protection de l'enfance et Radda Barnen, concernant le déploiement d'urgence d'agents communautaires chargés, entre autres tâches, de pourvoir aux besoins des enfants non accompagnés et de veiller à la protection de leurs droits dans des situations d'urgence ou à la suite de situations d'urgence. Par ailleurs, le HCR, en collaboration avec l'Alliance internationale Save the Children procède à une série d'évaluations de pays en vue de l'établissement de programmes de formation et de renforcement des capacités du personnel international et local ainsi que des responsables et groupes locaux, dans des domaines très divers concernant les enfants et les adolescents, la situation des enfants non accompagnés étant un thème prioritaire.

IV. QUESTIONS PRÉOCCUPANTES

14. Le HCR, l'UNICEF et les organisations internationales et non gouvernementales ont constamment élaboré des stratégies visant à mieux répondre aux besoins des enfants non accompagnés, mais l'évolution de la situation en 1996 est une source de préoccupations croissantes.

A. Violence à l'égard des enfants réfugiés, y compris les enfants non accompagnés, dans des situations de conflit armé

15. Ces deux organismes se préoccupent avant tout de l'incidence de la violence à l'égard des enfants réfugiés, y compris des enfants non accompagnés, et de ceux qui s'occupent d'eux, dans des situations de conflit armé.

16. Ainsi, dans la région des Grands Lacs, dans le contexte des attaques généralisées contre les réfugiés, des enfants auraient été visés à dessein. Le 29 mai 1997, un agent congolais de Save the Children a été tué ainsi que l'enfant qu'il portait sur son dos alors qu'il menait un groupe de 11 enfants non accompagnés au point de rassemblement de Karuba en vue de leur rapatriement.

17. Par ailleurs, dans la nuit du 25 au 26 avril 1997, un groupe d'individus armés aurait fait irruption dans l'hôpital pédiatrique à Lwiro, dans la banlieue de Bukavu, pour enlever 28 enfants qui reposaient dans leur lit d'hôpital, les entraînant de force dans des camions avant de démarrer; ils ont également emmené un groupe d'adultes dont certains étaient des parents des enfants. À la suite de protestations de la part d'organisations internationales, les autorités locales les ont libérés le 30 avril 1997 pour les remettre à la garde du HCR, de l'UNICEF, de Save the Children et de Médecins sans frontières. D'après certaines informations, ils auraient été maltraités au cours de leur détention.

18. L'UNICEF a rendu public le fait que plusieurs enfants rwandais non accompagnés, qui se trouvaient à Biaro à l'est de la République démocratique du Congo au moment où les organisations internationales ont pour la première fois atteint la zone d'installation des réfugiés après qu'elle ait été dispersée par

/...

l'attaque rebelle, avaient été blessés à coups de machette ou par balle au cours de ces attaques.

B. Recrutement militaire

19. Les informations concernant le recrutement militaire d'enfants et d'adolescents réfugiés sont une autre source de préoccupations pour l'UNICEF, le HCR et d'autres organismes. Ce type de recrutement aurait entre autres été pratiqué dans la région des Grands Lacs, en Sierra Leone, au Myanmar, au Sri Lanka, en Afghanistan, au Libéria, au Soudan, en Éthiopie et en Ouganda. Ce problème préoccupant ne se pose pas seulement pour les enfants ou les adolescents réfugiés ou ceux d'entre eux qui sont non accompagnés, il est toutefois manifeste que ces enfants séparés de leur famille, privés de toute protection par des adultes et d'un soutien familial sont particulièrement exposés à la conscription militaire.

20. L'UNICEF, en collaboration avec le sous-groupe d'organisations non gouvernementales du Groupe de travail des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, a organisé un colloque sur la prévention et le recrutement des enfants dans les forces armées et la démobilisation et la réintégration sociale des enfants soldats en Afrique du 23 au 30 avril 1997 au Cap (Afrique du Sud). À l'issue de ce colloque, des principes et meilleures pratiques annotés et un projet de plan d'action en la matière ont été publiés.

C. Normes visant à sauvegarder les intérêts des enfants non accompagnés

21. Le HCR, l'UNICEF et des organisations internationales et non gouvernementales, avec la participation des gouvernements concernés, s'emploient par ailleurs à définir et à appliquer des normes visant à sauvegarder les intérêts des enfants non accompagnés lors de leur rapatriement. Le HCR prépare un cadre directif pour aider son personnel à sauvegarder les intérêts des enfants réfugiés.

22. On s'est, entre autres, attaché à assurer le rapatriement des enfants et des adolescents, réfugiés de l'ex-Yougoslavie dans de nombreux pays, notamment en Europe occidentale. Dans la région des Grands Lacs, on s'est efforcé de déterminer quelle serait la meilleure solution pour les enfants réfugiés non accompagnés du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo en évaluant notamment le degré de sécurité dans les pays d'asile et dans les pays d'origine. De telles décisions, qui dépendent de la situation dans la région continuent de faire l'objet de consultations entre les organisations.

23. On a aussi accordé une attention toute particulière aux enfants non accompagnés qui sont trop jeunes pour indiquer d'où ils viennent et donner leur nom de famille. Certains d'entre eux sont tout seuls, tandis que d'autres sont pris en charge par des familles d'accueil. Pour éviter que de très jeunes enfants ne restent trop longtemps dans des centres de transit où leurs besoins psychologiques sont ignorés, il faudrait mettre au point des procédures pour limiter la durée des séparations et veiller dans l'immédiat au bon développement de l'enfant, tandis que l'on recherche des solutions à long terme. À cette fin, il faudrait s'employer davantage à rechercher les familles, à promouvoir les

/...

possibilités d'accueil dans le pays d'origine et à mettre au point des moyens d'obtenir des familles d'adoption et des autres rapatriés de plus amples informations sur le passé des très jeunes enfants.

D. Exploitation et sévices sexuels

24. On reconnaît que les enfants non accompagnés sont exposés à l'exploitation et aux sévices sexuels et l'on s'est plus particulièrement attaché à la situation des filles, toutefois l'un et l'autre sexes requièrent une attention toute particulière et l'adoption de dispositions spécifiques. On s'est par ailleurs vivement préoccupé de la situation des jeunes filles non accompagnées qui, enceintes, sont rapatriées dans leur pays d'origine, souvent dans des zones dans lesquelles les réseaux traditionnels d'appui de la famille et des proches ont disparu. La prévalence des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida chez les jeunes adultes et les adolescents est une autre source de préoccupation.

E. Situation des enfants non accompagnés dans les pays qui accordent le statut de réfugié au cas par cas

25. La situation des enfants non accompagnés cherchant refuge dans les pays développés est devenue une source particulière de préoccupation. Au cours de l'année écoulée, on s'est attaché aux questions relatives à la protection et à l'assistance juridique qu'il convient de fournir à ces enfants, tout en examinant les législations en vigueur, certains pays réexaminant leurs normes d'identification de chaque cas afin de mieux tenir compte des capacités et des besoins des enfants et des adolescents.

26. En 1996, le HCR a organisé un colloque sur les enfants non accompagnés cherchant asile à l'issue duquel le Haut Commissariat a publié en février 1997 les Guidelines on Policies and Procedures in Dealing with Unaccompanied Children Seeking Asylum.

V. DISPOSITIONS PRISES ACTUELLEMENT

27. Le HCR, l'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge, Save the Children, Radda Bernen et d'autres organisations non gouvernementales continuent de coordonner leurs activités et de revoir leurs procédures en vue de mieux protéger et de mieux aider les enfants réfugiés non accompagnés dans diverses situations. Pour faire face à la situation en constante évolution dans la région des Grands Lacs, les organismes collaborent à la mise au point de politiques et procédures. S'agissant de l'ex-Yougoslavie, il est prévu d'organiser une conférence interinstitutions pour examiner les normes visant à sauvegarder les intérêts des enfants et des adolescents réfugiés non accompagnés. Les programmes d'évaluation et de renforcement des capacités du HCR/Alliance internationale Save the Children susmentionnés visent à répondre adéquatement aux besoins des enfants et des adolescents dans les activités de programmation et de protection, tandis que l'action connexe de formation a pour objet d'améliorer le recensement et la satisfaction de ces besoins.

28. Le HCR prévoit de créer en 1997 plusieurs postes de principal conseiller régional chargé de répondre plus efficacement et plus rapidement aux besoins de

/...

tous les enfants réfugiés, y compris les enfants non accompagnés. En même temps, le HCR s'efforce de tenir davantage compte des questions concernant les enfants et les adolescents dans ses activités de programmation et de protection.

29. La question des enfants non accompagnés demandeurs d'asile fait l'objet d'un dialogue suivi entre les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et non gouvernementales et les gouvernements. Ce dialogue porte notamment sur les normes applicables à la prise en charge officielle des enfants demandeurs d'asile ainsi qu'à la détermination du statut des intéressés.

VI. CONCLUSION

30. On reconnaît depuis longtemps que les enfants réfugiés, en particulier les enfants et les adolescents non accompagnés sont particulièrement vulnérables. L'étude Machel a permis d'appeler tout particulièrement l'attention sur l'impact des conflits armés sur ces jeunes tout en favorisant les initiatives interinstitutionnelles visant à mieux identifier les besoins de ce groupe très vulnérable et à y répondre. Le développement de la coopération entre les organismes des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales est essentiel pour assurer une aide adéquate à ces enfants dans divers contextes et peut aussi servir les intérêts des enfants en exode interne dont la situation est similaire. Cette coopération a permis de considérablement améliorer les dispositifs d'intervention en cas de situation d'urgence ainsi que de mettre au point des approches mieux adaptées aux conditions à l'issue de la situation d'urgence. Tous les intéressés espèrent que cette coopération sera encore plus fructueuse à l'avenir à mesure que les organismes s'efforcent de faire face aux nouvelles crises et à l'évolution des situations qui ont donné lieu à la séparation des familles.

Note

¹ Populations of concern to UNHCR: Statistical overview (populations relevant du HCR : bilan statistique) (Genève, HCR, juillet 1996).
